

THÈME 3 - LES REMISES EN CAUSE ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES DES ANNÉES 1970 À 1991



Chapitre 7 - La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

Quelles sont les grandes mutations politiques, économiques et sociales des années 1970 à 1991 ?



- 1 Du premier choc pétrolier (1973)...**
Photographie prise à Hampstead, dans la banlieue de Londres, en septembre 1973.
En 1973, les pays arabes producteurs de pétrole réduisent leurs exportations, ce qui provoque une pénurie et une hausse du prix du pétrole. Ce premier choc pétrolier déclenche une hausse importante des coûts de production et une crise économique profonde dans les pays occidentaux.



- 2 ... à l'effondrement du communisme (1991)**
Le bloc communiste de l'Est de l'Europe s'effondre à partir de 1989. La population vient en nombre assister au déboulonnage de la statue de Lénine à Bucarest (Roumanie) en mars 1990.

Les chocs pétroliers : la crise économique en Occident

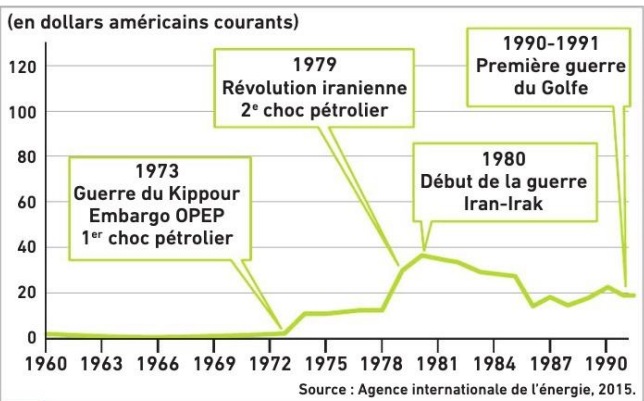
Des facteurs géopolitiques – guerre du Kippour en 1973 et révolution islamique en Iran en 1979 – sont à l’origine des deux premiers chocs pétroliers. Dans les deux cas, ces événements géopolitiques se traduisent par une augmentation importante des prix du baril de pétrole décidée par les pays de l’OPEP.

Les deux chocs pétroliers ont des conséquences économiques importantes puisqu’ils provoquent une hausse des coûts de production génératrice d’inflation et de ralentissement de la production. Les entreprises mises en difficulté n’ont parfois pas d’autre choix que de fermer ou de licencier une partie de leurs salariés.

Le coût social des deux chocs pétroliers est lourd. L’inflation affecte le pouvoir d’achat des consommateurs et, dans tous les pays industrialisés, les manifestations se multiplient contre la hausse du chômage et la « vie chère ».

4 La détérioration de la situation économique et sociale

Le ralentissement de la production provoque une crise sociale profonde et de nombreuses manifestations, comme ici à Paris en novembre 1974. En 1973, la France compte moins de 400 000 chômeurs. Ils sont 450 000 en 1974 et 900 000 en 1975.



3 L'évolution du prix du baril de pétrole brut

5 Les taux de chômage et d'inflation entre 1970 et 1981

	1970		1972		1975		1978		1981	
	Tx de chômage	Tx d'inflation	Tx de chômage	Tx d'inflation	Tx de chômage	Tx d'inflation	Tx de chômage	Tx d'inflation	Tx de chômage	Tx d'inflation
France	2,6 %	4,9 %	2,7 %	6,9 %	4,4 %	9,6 %	5,7 %	9,7 %	7,9 %	13,8 %
Italie	4,4 %	5,3 %	5,2 %	5,3 %	5,3 %	11,2 %	7,1 %	11,5 %	8,9 %	18,1 %
États-Unis	4,9 %	5,5 %	5,9 %	3,4 %	8,4 %	6,9 %	6 %	9 %	7,6 %	8,9 %
Royaume-Uni	3 %	7,8 %	4,3 %	7,6 %	4,5 %	24,8 %	5,5 %	8,3 %	9,6 %	12 %

La démocratisation de l'Europe du Sud et les élargissements de la CEE

Dans les années 1970, la "révolution des Œillets" d'avril 1974 au Portugal, menée par des militaires, et l'effondrement du "régime des colonels" en Grèce en novembre 1974 mettent fin à des décennies de dictature. En Espagne, la démocratie émerge lentement après la mort du général Franco en 1975. La transition vers la démocratie est rapide en Grèce, restaurée dès juillet 1974, tandis qu'au Portugal, elle s'étend jusqu'à l'adoption d'une constitution en 1976. En Espagne, le roi Juan Carlos facilite la transition vers la démocratie, avec l'adoption d'une constitution démocratique en 1978.

Après leur transformation en régimes démocratiques, le Portugal, la Grèce et l'Espagne postulent pour rejoindre la Communauté économique européenne (CEE). Leur adhésion, concrétisée en 1981 pour la Grèce et en 1986 pour l'Espagne et le Portugal, suscite un débat en raison de leur retard économique. Alors que l'Europe aspire à une intégration économique plus poussée, certains voient ces nouveaux membres comme des obstacles à approfondir la construction européenne.



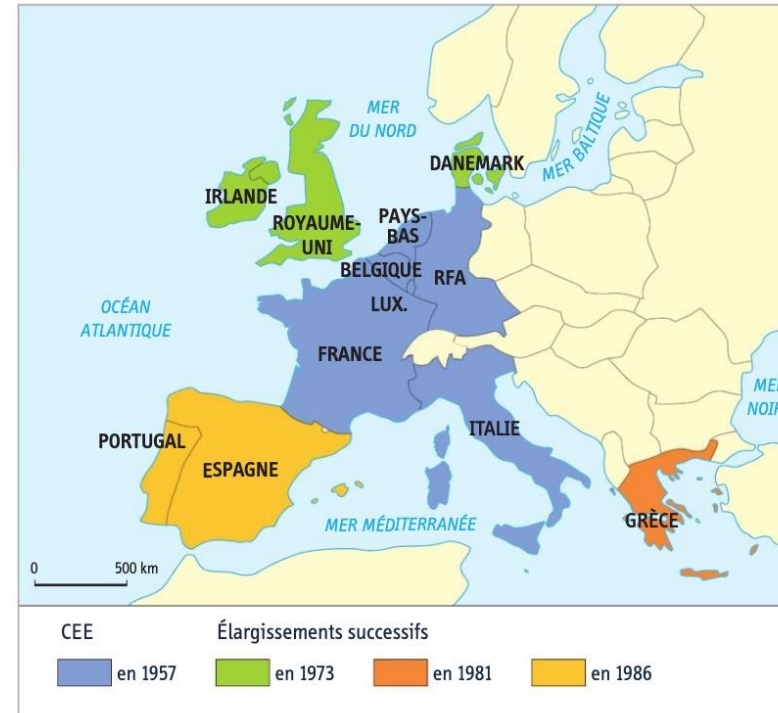
2 En Grèce, la fin de la « dictature des colonels » (1974)

Le 14 novembre 1973, les étudiants de l'École polytechnique d'Athènes occupent l'université pour protester contre la dictature des colonels en place depuis 1967 et dirigée par Grégios Papadópoulos. Malgré la répression (une centaine de morts), la junte militaire finit par chuter en juillet 1974 au profit d'une démocratie parlementaire dirigée par Constantin Caramanlis du parti Nouvelle Démocratie.



4 La fin de la dictature en Espagne

Le 22 novembre 1975, Juan Carlos est proclamé roi d'Espagne. Il remplace à la tête du pays le dictateur Franco décédé deux jours plus tôt. Le roi met peu à peu en place une démocratisation politique au sein d'une monarchie parlementaire (premières élections libres en 1977 et Constitution démocratique adoptée en 1978).



6 Les élargissements de la CEE (1973-1986)

La révolution islamique d'Iran et le rejet du modèle occidental

En 1979, l'ayatollah Khomeini, en exil depuis 1964, incite à l'insurrection en Iran via des cassettes audio clandestines. Les manifestations étudiantes du 13 janvier 1979 témoignent de leur aspiration au changement avec le portrait de Khomeini.

L'idéologie islamiste prône le respect des préceptes religieux, condamnant cinéma, bars et liberté des femmes. Khomeini, Guide suprême, annonce des châtiments contre les États-Unis, Israël et le chah. L'anti-américanisme s'intensifie lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine en 1979, motivée par la perception d'un soutien américain au chah. **La République islamique opte pour la neutralité, soutient les opposants d'Israël, et prédit la propagation de l'islamisme mondial.**

Rejetant le modèle occidental, les islamistes estiment que l'Occident opprime l'Iran pour ses richesses, et sa culture heurte les traditions. **La nouvelle République affirme son indépendance en refusant l'alignement avec les grandes puissances.**



2 **Manifestation étudiante à l'université de Téhéran le 13 janvier 1979**

À travers le pays, plus de 2 millions d'Iraniens appellent au départ du chah, en brandissant des photographies de Khomeini (premier plan) et de l'ancien Premier ministre Mossadegh, renversé en 1953 par un coup d'État financé par la CIA (agence de renseignement des États-Unis).



4 **La crise des otages étatsuniens en Iran**

Le 4 novembre 1979, l'ambassade étatsunienne d'Iran est attaquée par des centaines d'étudiants armés qui protestent contre l'accueil du chah par les États-Unis. Le 1^{er} juin 1980, des Iraniens brûlent le drapeau étatsunien sur les murs de l'ambassade américaine. 53 membres de l'ambassade américaine sont retenus en otage durant 444 jours. Ils sont finalement libérés en janvier 1981.

3 **Premier discours de Khomeini à son retour à Téhéran**

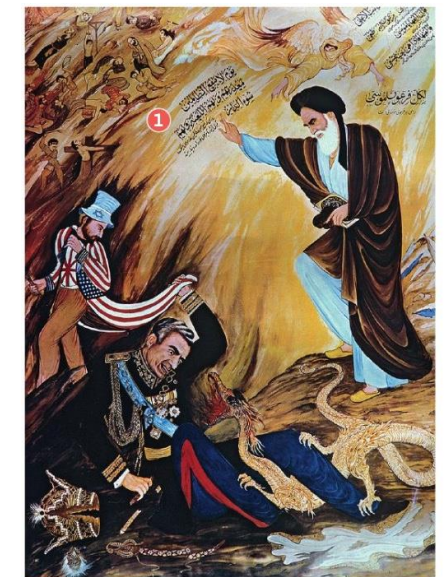
« Le chah s'est enfui après avoir fait faillite dans tous les domaines. Il a ruiné l'économie, l'industrie et l'agriculture du pays pour enrichir l'Amérique. [...] Il a ruiné l'homme iranien. [...] »

Il y a plus de bars et de débits de boisson à Téhéran que de librairies. Nous ne sommes pas contre le cinéma, mais contre la pornographie. Nous ne sommes pas contre le modernisme, mais nous combattons ses aspects sauvages et immoraux. Nous ne sommes pas contre la télévision, le cinéma et la modernisation, mais nous sommes contre l'impérialisme. Nous ne sommes pas contre la liberté des femmes, mais nous sommes contre la prostitution. Nous ne sommes pas contre la coopération avec l'étranger, mais nous voulons être maîtres chez nous. [...] »

C'est moi qui vais désormais fonder un gouvernement. [...] Nous voulons garder l'armée, mais une armée qui soit au service du peuple, pas des autres. Le pétrole iranien est exporté pour construire des bases qu'utilise M. Carter¹ et pour acheter des armes. Puis on nous dit que nos militaires ne sont pas capables de les utiliser et on nous impose des conseillers américains ! »

Discours au cimetière des Martyrs, 1^{er} février 1979, cité dans Catherine Lanneau, Hervé Broquet, Simon Petermann, *Les 100 discours qui ont marqué le XX^e siècle*, André Versaille éditeur, 2008, D.R.

1. Président des États-Unis de 1977 à 1981.



6 **Affiche de propagande iranienne (années 1980)**

1 « Le jour où les tyrans n'ont plus rien à gagner, ils s'excusent. Mais ces excuses ne seront pas acceptées tant qu'ils n'auront pas reçu leur châtimement en ce monde. »

La transformation de l'Europe de l'Est

CHRONOLOGIE

2 mai 1989 Ouverture des frontières entre la Hongrie et l'Autriche.

Juin 1989 Élections libres en Pologne.

9 novembre 1989 Chute du mur de Berlin.

25 décembre 1989 Révolution roumaine contre le gouvernement communiste de Nicolas Ceausescu.

23 décembre 1990 Référendum en Slovénie favorable à l'indépendance et à la sécession vis-à-vis de la Yougoslavie (indépendance proclamée en juin 1991).

11 janvier 1991 Intervention soviétique à Vilnius (Lituanie) contre l'indépendance.

21 décembre 1991 Création de la CEI.

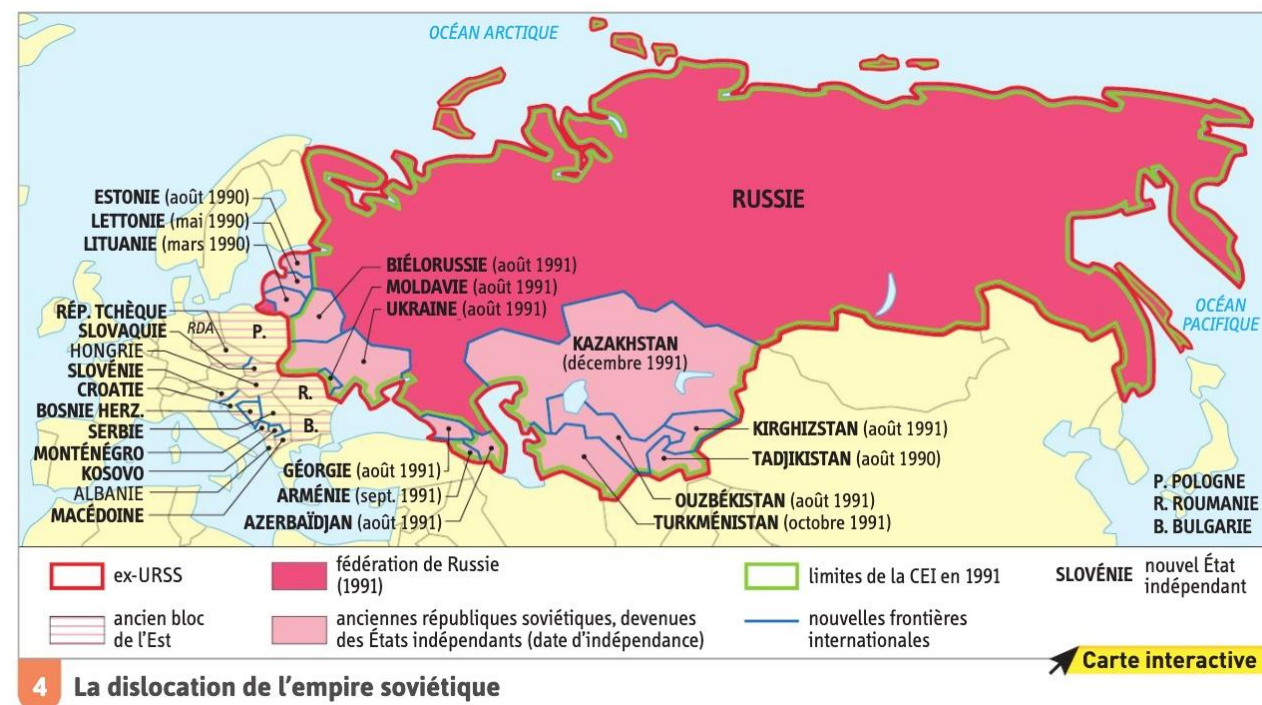
25 décembre 1991 Disparition de l'URSS.



L'effondrement de l'URSS

Mikhaïl Gorbatchev, confronté à la détérioration économique de l'URSS, initie la Perestroïka en 1985, introduisant des éléments de capitalisme. La Glasnost, promouvant la transparence, encourage la liberté d'expression.

Toutefois, la crise persiste, alimentant des mouvements indépendantistes. En 1990, les républiques baltes, suivies par d'autres, proclament leur indépendance. Le coup d'État de 1991 échoue, renforçant les aspirations autonomistes. Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991, marquant la dissolution de l'URSS.



3 Manifestation indépendantiste à Vilnius en Lituanie (1^{er} janvier 1990)
Devenue indépendante à l'issue de la Première Guerre mondiale, la Lituanie est intégrée de force par Staline à l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Sur la pancarte à droite du drapeau, on peut lire « Liberté, tu nous es plus chère que la vie ».



5 La mise en échec du coup d'État d'août 1991
Une tentative de coup d'État militaire destinée à mettre fin à la Perestroïka et à sauver l'URSS communiste a lieu entre le 19 et le 21 août 1991. Devant le Parlement russe à Moscou, le président de la Russie, Boris Eltsine (au centre) appelle avec succès à la résistance démocratique.

Chapitre 8 - La France de 1974 à 1988 : un tournant social, politique et culturel

Pourquoi les années 1974-1988 sont-elles un tournant majeur en France ?



1 Une société en mutation sociale et culturelle

Manifestation à Paris, le 6 décembre 1973.

Le féminisme s'affirme dans les années 1970 à travers des associations comme le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC, fondé en 1973), le Mouvement de libération des femmes (MLF, créé en 1970) ou le Mouvement français pour le planning familial (depuis 1960).



2 Le temps des alternances politiques

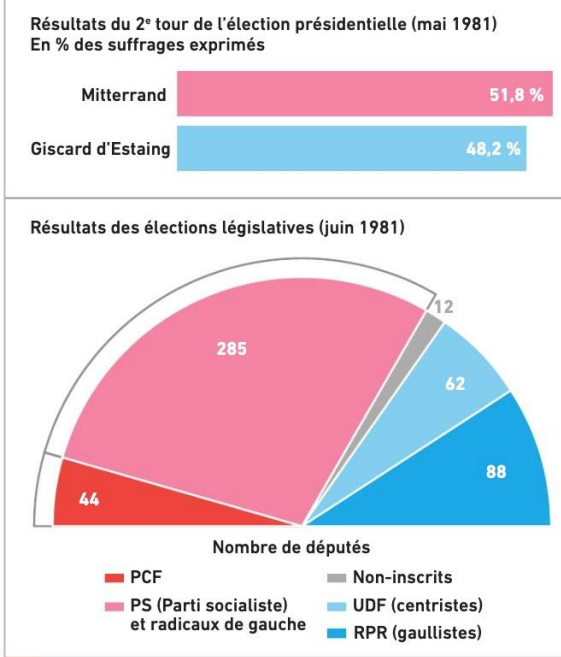
En mai 1974, le centriste Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. C'est la première fois qu'un non-gaulliste accède à la présidence de la V^e République. Sur la photographie, le 21 mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing (1) accueille au palais de l'Élysée son successeur de gauche à la présidence de la République, le socialiste François Mitterrand (2).

Les tournants politiques de 1974 à 1988

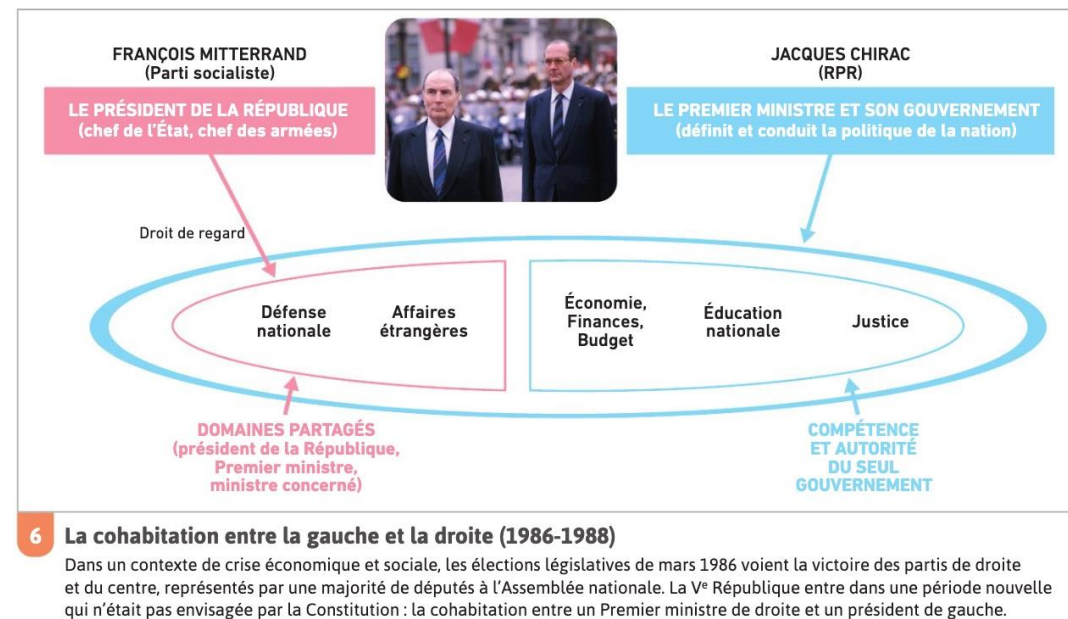
Entre 1974 et 1988, la France connaît des changements politiques significatifs, marqués par l'alternance au centre et à gauche.

En 1974, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing apporte un vent de modernité avec des réformes sociales importantes. En 1981, l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir signifie un tournant avec des nationalisations et des améliorations des conditions de vie et de travail.

La cohabitation inédite de 1986 entre Mitterrand et Jacques Chirac, suite aux élections législatives, introduit une nouvelle dynamique de gouvernance, partageant les responsabilités entre le président et le Premier ministre, notamment en matière de défense nationale et des affaires étrangères.



2 Les élections de mai et juin 1981
Élu président de la République le 10 mai 1981, François Mitterrand dissout l'Assemblée nationale afin de pouvoir disposer d'une majorité parlementaire. Les élections législatives de juin 1981 lui donnent raison.



La place des jeunes dans la société

Depuis Mai 68, la France a connu d'importantes réformes scolaires visant à moderniser l'éducation et à répondre aux aspirations de la jeunesse. La massification et la démocratisation de l'enseignement, illustrées par la loi Haby de 1975 instaurant le collège unique, ont permis un accès plus large à l'éducation.

Politiquement, les jeunes ont gagné en influence, notamment grâce à l'abaissement de l'âge du droit de vote à 18 ans en 1974 et leur capacité à mobiliser contre des réformes controversées.

Cependant, l'entrée dans une période de crise économique dès le milieu des années 1970 a exacerbé le chômage chez les jeunes, avec un taux alarmant pour les 15-24 ans, nettement supérieur à celui des adultes, reflétant une intégration professionnelle de plus en plus difficile.

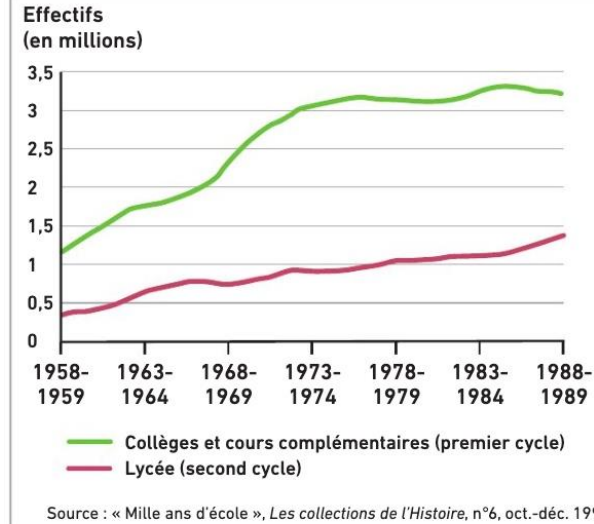
CHRONOLOGIE

5 juillet 1974 Droit de vote abaissé de 21 à 18 ans.

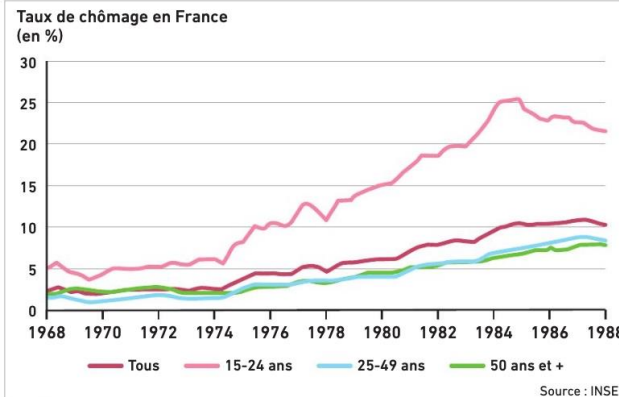
1975 Loi Haby.

1985 Création d'un baccalauréat professionnel.

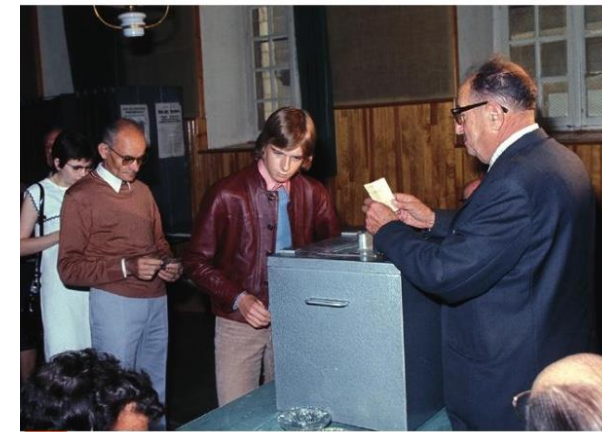
Nov.-déc. 1986 Succès des grandes manifestations contre le projet de loi Devaquet.



2 La place des jeunes à l'école



6 Le chômage en France



1 Le droit de vote accordé à 18 ans

En juillet 1974, le président Valéry Giscard d'Estaing fait voter une loi qui abaisse l'âge du vote à 18 ans. Le corps électoral s'en trouve augmenté de 2,4 millions de votants (sur 34 millions d'inscrits) aux élections législatives de 1978.



4 La mobilisation de la jeunesse (4 décembre 1986)

Dans un contexte de crise économique, les études supérieures semblent une issue pour la jeunesse. Aussi le projet de loi Devaquet (prévoyant l'autonomie des universités, notamment en matière de sélection à l'entrée et de droits d'inscription), qui mobilise contre lui lycéens et étudiants, est finalement retiré sous la pression des manifestants.

L'intégration des immigrés

La France accueille des immigrants majoritairement d'Europe et du Maghreb, soulignant la diversité des origines.

L'intégration scolaire des enfants d'immigrés présente des défis, notamment liés à la maîtrise du français, bien que certains aspects, comme l'assiduité scolaire, ne diffèrent pas significativement de ceux des enfants de familles autochtones. **Les initiatives comme les ZEP visent à améliorer l'éducation dans les quartiers défavorisés.**

Face au racisme et à la quête d'égalité, les jeunes d'origine immigrée se mobilisent, avec des actions remarquées comme SOS Racisme. Cependant, le Front National interpelle sur l'immigration comme enjeu socio-économique, gagnant en influence.

Sur le plan religieux, l'intégration varie, certains adoptant la laïcité française, tandis que d'autres conservent leurs pratiques culturelles et religieuses en privé.

CHRONOLOGIE

1976 Loi sur le regroupement familial.

1977 Mise en place d'une aide au retour volontaire dans le pays d'origine.

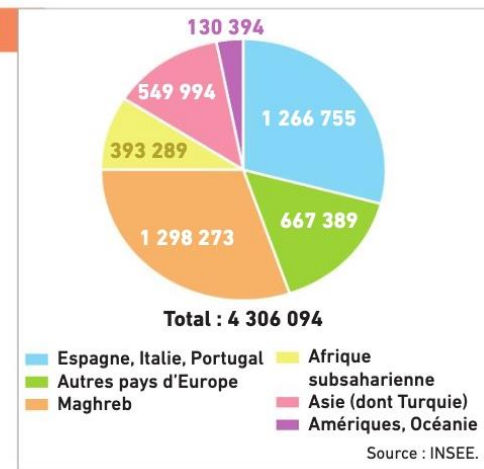
9 octobre 1981 Extension aux étrangers du droit d'association.

20 avril 1985 Mitterrand retarde le droit de vote aux étrangers pour les élections municipales (promesse de campagne en 1981).

Mars 1986 Succès du Front national aux élections législatives (9,65 % des voix, 35 sièges).

Les immigrés en France selon leur région d'origine à la fin des années 1980

À partir du milieu des années 1970, où le nombre d'immigrés s'établissait autour de 3,88 millions de personnes, c'est surtout une immigration pour motifs familiaux qui alimente les flux d'entrée et d'installation en France.



4 La première marche pour l'égalité (oct.-déc. 1983)

La marche pour l'égalité conduit, de toute la France, 100 000 personnes jusqu'à Paris. Entreprise pour s'opposer aux actes et injures racistes, elle débouche, avec l'appui de François Mitterrand, sur la création de l'association SOS Racisme en 1984.



5 Affiche du Front national pour les élections législatives de mars 1986

Jean-Marie Le Pen dirige depuis 1972 le Front national (FN), parti focalisé sur l'immigration provenant des pays musulmans, considérée comme une menace. Le FN prend son essor dès 1984, et s'installe durablement dans la vie politique française (14,3 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle de 1988).

Les transformations des paysages audiovisuel et culturel français

Les transformations du paysage audiovisuel et culturel français depuis les années 1970 reflètent une évolution significative vers plus d'autonomie, de diversité et d'accessibilité. Sous la présidence de Giscard d'Estaing, le monopole de l'État sur la télévision et la radio est restructuré avec la dissolution de l'ORTF, permettant l'émergence de chaînes et stations indépendantes. L'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 favorise l'expansion des radios libres et l'autorisation de chaînes de télévision privées, diversifiant ainsi l'offre médiatique.

Parallèlement, la politique culturelle menée, notamment sous l'impulsion de Jack Lang, ministre de la Culture, vise à démocratiser l'accès à la culture. Initiatives comme la Fête de la musique ou les Journées du patrimoine, le soutien à la lecture via le prix unique du livre, le développement des bibliothèques, et le financement de projets culturels locaux illustrent cette volonté d'impliquer davantage les citoyens dans la vie culturelle. Cette approche élargie de la culture reconnaît et valorise des expressions artistiques variées, du patrimoine culinaire à la bande dessinée, contribuant à enrichir le paysage culturel français.

2 Les succès de la télévision privée en France (1984-1987)

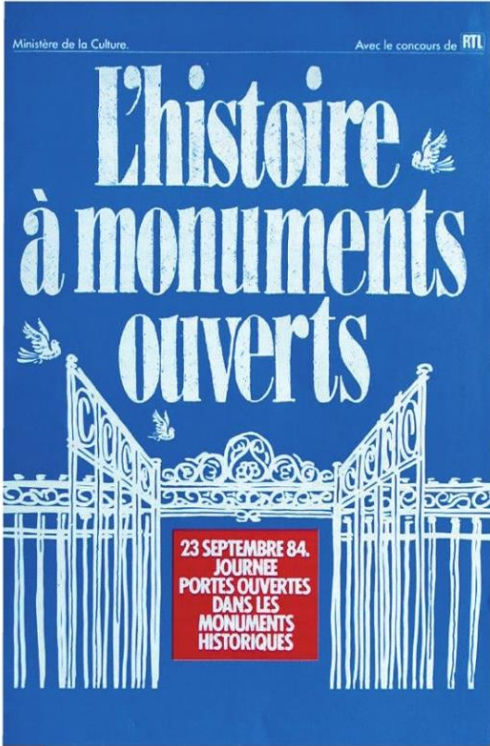
La création et la privatisation de chaînes de télévision, financées par les recettes publicitaires, suscite l'intérêt des investisseurs, dans un pays où le nombre de téléviseurs est passé de 13 millions à 30 millions entre 1975 et 1990.

Chaînes de télévisions	Canal + (payante, à péage)	La Cinq (non payante)	TV6 (puis M6) (non payante)	TF1 (non payante)
Apparition	Création (1984)	Création (1986)	Création (1986)	Privatisation (rachat, 1987)
Principaux actionnaires privés	• Havas (publicité)	• Berlusconi (TV, édition) • Hersant (presse)	• Lyonnaise des eaux (assainissement) • Compagnie luxembourgeoise de télévision (radio, TV)	• Groupe Bouygues (BTP)



3 La première Fête de la musique (21 juin 1982)

La Fête de la musique permet à tous les musiciens de jouer dans les espaces publics. Elle prend une ampleur considérable, en France comme à l'étranger.



5 Affiche pour les premières Journées du patrimoine (1984)

Le ministère de la Culture souhaite rendre la culture accessible au plus grand nombre en ouvrant gratuitement au public les monuments historiques de toute la France chaque 3^e dimanche du mois de septembre.